

Identité nationale : la peur de l'autre ?

Eric Besson, infatigable serviteur de son « bon maître », a relancé un débat qui fleure (mal) son réactionnaire. Pour aller chercher les voix du FN à l'approche des élections, pas mieux que désigner l'ennemi intérieur, le responsable du marasme économique et de l'insécurité sociale : le voisin, le collègue de travail, le jeune... L'ennemi, c'est l'autre.

Française, of course, l'identité nationale, Sarkozy l'a martelé à La Chapelle en Vercors le 12 novembre sous des drapeaux européens et tricolores. Ne lésions pas sur les symboles et le passé d'une France « pur jus » revisitée par un président qui inscrit résolument toute son action dans le cadre d'une Europe libérale et du capitalisme mondialisé : la libre circulation des biens et des capitaux, pas des humains.

Au delà de l'opération politicienne pour re-aimer les électeurs d'extrême droite déçus par le sarkozysme en actes, le mal est plus pervers et profond. Créer un ministère chargé de la gestion de « l'identité nationale », en plus du tout venant – quotas, charters, « nettoyage » de jungle –, c'est avancer sans même se masquer sur la voie de l'apartheid interne et des discriminations assumées. C'est inscrire d'emblée dans le fonctionnement de ce qui ne serait même plus une république (la « chose publique » commune à tous) la peur de l'autre, pour les immigrés et français issus de l'immigration qui ont déjà souvent la peur au ventre, mais aussi pour tous les autres, ceux qui ont peur de l'avenir, du chômage ou de la grippe H1N1. Fichages, appels à délation, non-renouvellement de papiers à des citoyens français, c'est devenu quotidien et pourtant encore impensable. Mais le propre de la dictature, n'est-il pas d'installer l'impensable ?

Ne les laissons pas faire !

Du 2 novembre jusqu'au 31 janvier, les préfets et sous-préfets ont la consigne d'organiser des réunions dans toute la France, à l'aide d'un kit qui recense quelques 200 questions.

Contre ce « débat » honteux, il nous faut reprendre collectivement l'offensive, mener une campagne du même ordre que celle pour le Non au TCE, mettant en synergie



La BAC (brigade des clowns) le 14 juillet.

militants syndicaux, associatifs et politiques, développant des outils d'explication et d'information.

Nous avons sans doute eu tort de considérer que l'action indispensable et forte menée ces dernières années par le MRAP, la Cimade ou encore RESF, suffisait pour assurer à une échelle de masse le travail de conviction, voire de formation, à la laïcité, aux droits des humains, ou encore que l'école pouvait être seule à former à la tolérance, au respect des cultures, aux non-discriminations dans un monde qui se ghettoïsait.

Car l'identité, c'est quoi ? C'est d'abord la personne, l'individu, celui qui a droit ou qui aspire à une « carte d'identité », viatique

Les insupportables questions de Besson-Sarkozy

Pourquoi les accueillir au sein de notre communauté nationale ?

Pour maintenir une tradition historique de nation ouverte ? Pour soutenir notre démographie ? Satisfaire le besoin de personnes qualifiées pour certains métiers ? Occuper les emplois non pourvus ? Pour leur apport culturel ?

Ou :

Les valeurs de l'identité nationale sont-elles compatibles avec le communautarisme ? La République doit-elle aller plus loin dans la lutte contre le communautarisme ? Les atteintes à l'égalité entre hommes et femmes sont-elles compatibles avec les valeurs de l'identité nationale ? (Bien sûr, burqa et islam sont en filigrane...)



Dans un caddy !

et reconnaissance sociale. Être privé-e de papiers, de carte d'identité, c'est, surtout maintenant avec l'Europe libérale qui enferme hors de ses frontières, ne pas avoir d'existence, être privé du droit même à exister. C'est l'angoisse de très nombreux jeunes aujourd'hui (peut-on me renvoyer, dans un ailleurs qui n'est même pas le mien ?), c'est l'angoisse des clandestins, mais c'est aussi devenu l'inquiétude de ceux dont les parents ne sont pas nés dans le pays des villages blottis autour d'un clocher, du béret et de la baguette de pain, de Dupont la Joie et de Jeanne d'Arc. Cette inquiétude, ce sentiment de précarité de l'existence pour des dizaines de milliers de « Français », c'est nouveau, c'est le résultat d'une politique insidieuse qui a touché tous les secteurs de la vie, niant les brassages, les mélanges qui sont l'histoire de l'humanité et, à une plus petite échelle, celle de la France.

La nation, la France, qu'est ce donc ? La patrie en péril ? C'est le message de Sarkozy, devant le mur des fusillés. Le débat imposé par Besson, c'est celui du pompier pyromane. Nous devons au contraire défendre l'idée que « mon » pays, c'est celui où « je » vis. Par choix ou par nécessité, c'est aussi celui dont je suis parti-e. C'est d'abord celui où je peux exister.

Au delà des batailles toujours urgentes et nécessaires pour la régularisation des sans-papiers, contre les discriminations (avec les menaces qu'on connaît sur la Halde par exemple), ou pour le droit de vote des étrangers, c'est un nouveau contrat social qu'il faut faire partager, celui d'un monde où tous les humains naissent et vivent libres et égaux en droit, partout... et déjà ici ! ●

ISABELLE SARGENI-CHEAUD